



CERCLE DE STRATÉGIES ET D'INFLUENCES

NOTE D'ANALYSE :

VERS UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE

*POURQUOI LA NAISSANCE D'UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE EST
INDISPENSABLE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ?*

RÉDIGÉE PAR LE DR MAXIME MAURY :



Le **Dr Maxime MAURY** est chroniqueur et professeur affilié à la Toulouse Business School et à l'Institut catholique de Toulouse. Officier des Palmes académiques, il a notamment été directeur régional de la Banque de France à Toulouse (2016-2019), Clermont-Ferrand (2009-2015) et Caen (2007-2009), ainsi que directeur départemental de la même institution à Troyes et à Arras.

Une problématique clandestine :

Les vrais sujets stratégiques échappent largement à la campagne pour les élections européennes.

Des textes ont été secrètement rédigés pour instaurer prochainement la règle de la majorité au Conseil européen et permettre ainsi à l'Union européenne de se transformer en Fédération. Un « homme fort » et compétent, fédéraliste convaincu, Mario Draghi, l'ancien chef du gouvernement italien et président de la BCE, est prêt à piloter la Commission européenne (ou le Conseil) dans la perspective de cette transformation radicale.

Toutes les hypothèses ont été examinées :

La Fédération pourrait se constituer sans la Pologne ou la Hongrie, l'Union européenne devenant un second cercle autour du noyau fédéral de l'euro.

Ce qui reste douteux dans cette perspective, c'est que d'une part les peuples ne seraient pas consultés et que d'autre part le cadre fédéral fondé sur la subsidiarité resterait dans le flou. Dans une Fédération, ne se traite au niveau central que ce qui ne peut être mieux traité à la base. Une véritable Fédération bien conçue redonnerait donc des pouvoirs aux nations (les normes). Par le principe même de subsidiarité.

En dépit de ces réserves sur la méthode, il y a plusieurs raisons qui rendent impérieuses la transformation fédérale de la zone euro.

En voici les six principales :

1. La monnaie unique ne peut durer sans une Union de transfert :

On sait par les travaux du prix Nobel Robert Mundell que dans une Union monétaire la richesse tend à se concentrer au centre. C'est le principe de : « l'argent va à l'argent » qui découle de la compétitivité et de l'impossibilité de corriger les distorsions par la dévaluation.

Une Union de transfert avait été amorcée en 2020 avec le plan Next Génération de 800 milliards pour la transition énergétique. Mais on bute sur trois difficultés qui imposent une construction fédérale :

- Sur les 800 milliards prévus , le quart seulement a été tiré 4 ans après ;
- Ni la dette ni la fiscalité fédérale (taxe carbone aux frontières) ne sont au rendez-vous;
- Le naturel centrifuge est revenu au galop.

2. La zone euro a besoin d'une « Union de l'épargne et du financement » pour compenser la concentration de la richesse en son centre :

Les excédents se concentrent au nord mais les besoins d'investissement sont partout. La zone euro est actuellement largement distancée par les États-Unis en matière d'investissement, de R et D et de productivité. Il faut donc permettre à l'épargne de glisser vers le sud et la périphérie. C'est ce qu'Enrico Letta appelle une Union de l'épargne et du financement. Elle permettrait d'avoir dans toute la zone euro les mêmes titres d'épargne et d'endettement. Cela renforcerait la profondeur et la liquidité de la zone et la mettrait à égalité avec les États-Unis.

3. Une Union fiscale et sociale est indispensable :

Elle aurait dû accompagner la naissance de la monnaie unique il y a 25 ans mais cela n'a pas été possible. Son absence crée des mécanismes de dumping et de distorsion de concurrence.

4. Le *policy mix* réclame plus d'investissement pour réussir la transition énergétique et compenser le retard par rapport aux États-Unis :

La zone euro dont le PIB était équivalent à celui des États-Unis en 2008 souffre aujourd'hui d'un écart d'1/3 par rapport au dollar. Le décrochage en termes d'investissement, de RD et de productivité est impressionnant (Cf. diaporama présenté par Maxime Maury sur LinkedIn). La raison en est simple : le *policy mix* de la zone euro n'est pas adapté. La stimulation budgétaire est deux fois plus forte aux États-Unis. Seule une dette fédérale pour financer les investissements de transition permettrait de sortir du carcan budgétaire qui n'est plus adapté.

5. L'Europe a besoin d'affirmer sa souveraineté et sa résilience :

Dans tous les domaines, nous avons besoin d'une « Europe-puissance ». L'armement, l'armée, l'énergie, l'alimentation et le médicament en devraient être les principales applications.

6. On ne peut « faire payer les riches » qu'à l'échelle européenne :

La tradition du capitalisme rhéno-européen est celle d'inégalités réduites et de sociétés solidaires. Aujourd'hui, l'échelle des rémunérations est de 1 à 1000 en France entre une infirmière de nuit et un PDG du CAC 40. Les distributions de dividendes (160 milliards) et les rachats par les entreprises de leurs propres actions (30 milliards) atteignent des niveaux jamais vus. Au risque de faire fuir les capitaux, on ne peut plus traiter ce sujet dans le cadre étroit de la France.

En ce sens, 25 ans après la naissance de l'euro, le Fédéralisme européen s'impose comme une évidence et une urgence de la raison.